

Recherche Originale

L'intégration socioéconomique des femmes africaines immigrantes en région de Souss-Massa

Mustapha ASSOUANE^{1,c} et Abderrahim BOUREZZA¹

¹Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Ibn Zohr Agadir Maroc

Résumé

Cette recherche a pour objectif de comprendre les facteurs qui facilitent ou qui entravent l'intégration socioéconomique des femmes africaines immigrantes en région de Souss-Massa au Maroc. Une étude de terrain qualitative auprès des femmes africaines immigrantes dans la région de Souss-Massa a été menée pour collecter les données liées au sujet traité. Les résultats obtenus des femmes répondantes à l'enquête sur terrain ont démontré qu'il y a plusieurs facteurs qui jouent dans les deux directions, soit pour favoriser l'intégration soit pour mettre des obstacles ayant nui à cette intégration. Pour conclure, il est primordial de porter une attention particulière à la situation sociale et économique de ces femmes, afin qu'elles puissent connaître une intégration plus harmonieuse en région de Souss-Massa.

Abstract

This research aims to reach a better understanding of the factors which facilitate and hinder the socioeconomic integration of African Women Immigrants in the region of Souss-Massa in Morocco. A qualitative field study among African immigrant women in the Souss-Massa region was carried out to collect data related to the subject covered. The results obtained from the women responding to the field survey demonstrated that there are several factors that work in both directions, either to promote integration or put obstacles in the way that have harmed this integration. To conclude, it is essential to pay particular attention to the social and economic situation of these women, so that they can experience more harmonious integration in the Souss-Massa region.

Introduction

Les femmes sont restées longtemps invisibles dans les études sur l'immigration. Leur contribution socioéconomique et leurs expériences particulières n'ont pas été prises en compte. Or, de nos jours, il est reconnu que, de plus en plus, la femme africaine a tendance à prendre en charge les responsabilités familiales, à cause de plusieurs facteurs, comme, la pauvreté endémique, la maladie, la dégradation des sols et les taux élevés de chômage masculin... Ce sont aussi des facteurs qui contribuent, largement, à l'augmentation de l'immigration féminine en Afrique. Aussi, s'ajoute, l'agitation économique et sociale qui peut aussi pousser au départ, en l'occurrence, pour les femmes instruites qui ne peuvent pas surmonter la discrimination professionnelle dans leur pays, ou celles qui veulent développer leurs compétences et finir leurs études à l'étranger.

Mais ce changement d'horizon et de vie n'est pas sans conséquences. Cette immigration féminine a ses aspects spécifiques, comportant à la fois des risques et des possibilités. Car elle

CONTACTS

Auteur de Correspondance :
Mustapha ASSOUANE
assouanem@gmail.com

HISTORIQUE

Reçu : 08 / 01 / 2025
Accepté : 13 / 02 / 2025
Publié : 16 / 03 / 2025

Mots clés :

- Femmes africaines migrantes
- Intégration socioéconomique
- Adaptation
- Immigration
- Souss-Massa

impacte en particulier, deux dimensions de leur vie, sociale et économique, ce qui a des répercussions sur leur possibilité de se développer individuellement, socialement et financièrement. La dimension sociale du processus d'intégration peut comprendre plusieurs indicateurs de mesures, notamment, la discrimination, la perte de statut, la non-reconnaissance des diplômes, la perte du sentiment de contrôle et la pauvreté... Et pour ce qui concerne la dimension économique, elle comprend les inégalités salariales en emploi, la pauvreté et le chômage et aussi l'exploitation ou le travail forcé... Autrement dit, l'immigration affecte l'intégration socioéconomique de la femme africaine en contexte d'immigration.

Cette étude qualitative, a pour objectif de chercher et analyser les indicateurs, en relation avec les deux dimensions susmentionnées, pour mieux définir et comprendre les facteurs qui favorisent ou qui entravent l'intégration socioéconomique de la femme immigrante dans la région de Souss-Massa. La collecte de données sur le terrain a eu lieu entre le 23 janvier 2024 et la fin juin 2024, soit sur une période d'environ 5 mois. Cette période a permis de recueillir des informations précieuses et de suivre les phénomènes étudiés pendant cette période.

Le choix de la région de Souss-Massa (HCP, "Présentation de la région de Souss-Massa ") comme zone d'étude est due à plusieurs raisons : D'abord, la région de Souss-Massa a émergé comme une destination stratégique pour les migrants africains, en particulier les femmes, en raison de ses caractéristiques uniques et de ses avantages, offrant un climat idéal, des ressources riches et une culture accueillante qui en font un choix attractif pour les migrantes.

Ensuite, sa situation géographique et sa proximité avec l'océan en font un hub important pour le commerce, le tourisme et les échanges. L'économie de la région est diverse, avec des opportunités dans l'agriculture, la pêche et les services, offrant un large éventail de perspectives d'emploi pour les migrantes. De plus, son climat doux et les plages magnifiques en font une destination attrayante pour celles qui cherchent à améliorer leur qualité de vie.

En outre, les Soussi, habitants de la région, sont connus pour leur hospitalité et leur caractère social, ce qui facilite l'intégration des migrantes dans la communauté. Le statut de hub migratoire traditionnel de la région signifie également qu'il existe des réseaux et des systèmes de soutien pour les nouvelles arrivantes. En outre, elle offre un environnement plus sûr et plus paisible que d'autres régions, comme la région du Nord, qui est souvent marquée par des conflits et des tensions.

La combinaison des avantages géographiques, économiques et socio-culturels de la région Souss-Massa en fait une destination idéale pour les migrantes. Elle offre une opportunité unique pour les femmes de fuir la pauvreté, la violence et la marginalisation, et de construire une nouvelle vie avec dignité et respect. Dans leur choix, les migrantes peuvent accéder à de meilleures opportunités d'emploi, d'éducation et de soins de santé, et jouir d'une meilleure qualité de vie. De plus, la culture accueillante de la région et les réseaux de soutien existants aident à réduire les risques et les défis associés à la migration, ce qui en fait une option plus attrayante et plus durable pour les femmes africaines immigrantes.

1. Revue de la littérature

En contexte d'immigration, et en particulier l'immigration féminine au Maroc (Moulin, 2014) (Elmadmad, 2011), les conditions et les facteurs de se développer en société, définissent les

possibilités qu'à une femme africaine en situation d'immigration de s'intégrer socialement et économiquement (Chicha et Deraedt, 2009).

D'un côté, plusieurs situations peuvent définir l'intégration sociale de la femme africaine, notamment la pauvreté, la discrimination, la non reconnaissance des compétences (Thea et Lavinia, 2020) (Grenier et Xue, 2011). Ces situation influent psychologiquement sur ces femmes, ce qui les pousse à l'isolement, le stress et parfois à la dépression (Zhu et Helly, 2013)

Le fait de s'intégrer dans des réseaux sociaux (d'amis et de familles) constitue une source importante d'information pour ces femmes immigrantes (George et Chaze, 2009). Aussi, les caractéristiques de ces réseaux peuvent définir le degré de leur intégration sociale, telles que leur pays d'origine, leur appartenance ethnique, leur catégorie d'immigration, leur culture et leur religion (Bergeron et Potter, 2006).

La communication en société constitue un facteur primordial pour l'intégration sociale. Apprendre la langue locale évite aux immigrantes, dans la plupart des cas, l'incompréhension, la méfiance et la discrimination, même si ces obstacles ne les empêchent pas d'apprendre et étudier davantage pour s'intégrer ((Cardu et Sanschagrin, 2002) ; (Pierre, 2005) ; (Gontero, 2006) ; (Gratton, 2009) ; (Rojas-Viger, 2006) ; (Fontaine, 2010) ; (Bélanger Sabourin et Lachapelle, 2011) ; (Phaneuf, 2013)).

D'un autre côté, l'intégration économique se définit à travers plusieurs facteurs, qui peuvent d'une part faciliter l'intégration financière des femmes immigrantes, tel que l'emploi, le chômage et les rémunérations au travail et d'autre part, des facteurs qui peuvent rendre cette intégration difficile, tel que l'exploitation au travail. La discrimination au travail, selon le sexe, l'âge et les origines, est démontrée à travers plusieurs recherches, ce qui risque d'affecter directement les femmes africaines en situation d'immigration ((Pierre, 2005); (Cadu, 2007); (Couton et Gaudet, 2008); (Mulatris, 2010); (Bilge et Roy, 2010); (Boulet, 2012); (Bahi et Piquemal, 2013); (Gauthier, 2016); (Okraïne Booth Hollands et Bell, 2017). Aussi, le manque de perspectives d'intégration sur place ou d'environnement hostile (par exemple discrimination, racisme, violence raciale) pourrait jouer un rôle pour empêcher les femmes immigrantes de s'installer au Maroc et les inciter plutôt à passer à autre chose (Naama, 2017). D'après une étude réalisée sur Agadir, les immigrés africains, en général ceux déjà insérés dans le marché de l'emploi vivent des conditions de travail difficiles avec des salaires bas ou insuffisants (Ben Attou et Ellahbya, 2019). Dans ce contexte, les femmes sont plus souvent surexploitées sur le marché du travail, ce qui engendre des difficultés supplémentaires de conciliation entre le travail et la vie familiale (Chicha et Deraedt, 2009); (Houle & P, 2003).

2. Cadre théorique :

A priori, pour traiter cette problématique, on va se baser sur le modèle interculturel systémique, pensé par Cohen-Emerique (Cohen, 2007). Ce modèle vise à comprendre et à gérer les situations de contact entre des personnes de cultures différentes. Il considère le choc culturel comme un révélateur des différences culturelles et comme une opportunité d'apprentissage. Il souligne que les identités culturelles sont multiples et dynamiques, et qu'elles ne peuvent être réduites à des stéréotypes. De cela l'importance d'une analyse de situations concrètes de contact interculturel, en privilégiant l'apprentissage par l'expérience, en examinant la variabilité des pratiques et des coutumes dans les événements de la quotidienneté et pour considérer toute rencontre comme une rencontre de l'hétérogénéité, plutôt que de réduire l'autre à son

appartenance culturelle. De cela, ce modèle s'appuie sur trois concepts clés (Boilard et Leanza, 2011) :

- La décentration : Il s'agit de prendre conscience de son propre système de références afin d'avoir une meilleure connaissance de soi. La femme migrante, par les malaises que cause sa différence, offre à l'intervenant un miroir de sa propre identité, lui permettant de prendre de la distance par rapport à ses propres préjugés, stéréotypes, présupposés, valeurs, normes et idéologies, et par extension de les relativiser. Une meilleure connaissance de soi est essentielle à une ouverture à l'autre.
- La découverte du cadre de référence de l'autre : Il s'agit de s'intéresser à la culture de l'autre, à ses valeurs, à ses normes et à ses croyances ce qui permet de comprendre ses cadres de références. Ainsi l'intervenant recouvre sa tolérance, en opérant des observations selon le point de vue de son interlocuteur, en écoutant son discours sans chercher à l'interpréter et en interrogeant le sens des mots et les valeurs qu'ils véhiculent. Pénétrer le cadre de références de l'autre permet ainsi de reconnaître la rationalité des comportements de l'autre, et ainsi poser les bases pour une recherche de solution.
- La négociation et la médiation : Il s'agit de trouver des solutions qui tiennent compte des différences culturelles, afin de pouvoir construire une relation de confiance et de respect mutuel. La négociation et la médiation permettent de trouver un espace commun dans les limites au-delà desquelles chacun des interlocuteurs ne peut aller sans se mettre en danger. Le compromis se trouve d'ailleurs souvent dans les marges culturelles de chacun, où la coexistence peut se faire dans la tolérance, ou dans la création de nouveaux modèles.

Ce modèle met aussi en lumière plusieurs systèmes dans lesquels évolue l'individu, qui constituent son environnement (Castro, 2019) et qui présentent différents niveaux de proximité avec celui-ci. Ainsi, l'**ontosystème** désigne le système personnel des femmes africaines immigrantes. Le **microsystème**, soit les réseaux primaires, se compose de la famille et de la parenté transnationale, des amis, des voisins et connaissances des femmes participant à l'étude. La connaissance de ces réseaux aide à cibler les possibilités d'entraide et de soutien dans la vie quotidienne des femmes africaines immigrantes. Le **mésosystème** fait référence aux interactions entre les **microsystèmes**, c'est-à-dire entre les réseaux primaires. L'**exosystème** se compose des réseaux secondaires « constitués de l'ensemble des personnes réunies autour d'une même fonction dans un cadre institutionnalisé », par exemple le monde du travail ainsi que l'organisation des services sociaux, communautaires et éducatifs. Le **macrosystème** regroupe différents facteurs sociétaux tels que les attitudes culturelles, les normes et valeurs qui ont cours dans la société d'accueil, les chartes et les croyances religieuses (Castro, 2019). L'étude vise à comprendre comment ces systèmes interagissent pour faciliter ou entraver l'intégration socioéconomique des femmes africaines immigrantes en région de Souss Massa.

Le modèle interculturel systémique permet de considérer les dimensions subjective, relationnelle, objective et contextuelle de l'intégration des femmes africaines immigrantes, tout en tenant compte des rapports majorité-minorité et de l'importance de l'histoire pour une compréhension et l'analyse globale du processus d'intégration socioéconomique des femmes africaines immigrantes participant à l'étude. L'étude propose une vision large et intégrée de l'intégration socioéconomique des femmes africaines immigrantes, en tenant compte de leurs expériences et de leurs perspectives uniques.

3. Méthodes

Cet article fait l'objet d'une étude qui vise à analyser les facteurs qui facilitent ou qui entravent l'intégration socioéconomique des femmes immigrantes en région de Souss-Massa au Maroc. Pour cela, nous avons effectué une recherche exploratoire qualitative fondée sur des supports officiels, en particulier, l'enquête décennale du RGPH de 2014, publiée par le Haut-Commissariat au Plan, et sur une enquête de terrain auprès des femmes africaines immigrantes. La réalisation de cette enquête a été facilitée par la collaboration de l'Association Migrations et Développement Agadir.

Pour compléter le travail de collecte des données et afin de comprendre les enjeux et analyser la situation, un entretien semi-directif préalable a été abordé, en utilisant la technique d'entretien directe, avec Mme Khadija RAMZI, Cheffe du service Migration et Développement à la Région Souss-Massa.

La population de cette étude est constituée de femmes africaines immigrantes, qui ont vécu le processus d'immigration en s'installant dans la région de Souss-Massa. Le recrutement a été effectué à l'aide des techniques d'échantillonnage volontaire et par réseau. Plus précisément, grâce à la collaboration de l'Association Migrations et Développement Agadir. Au total, 12 femmes ont participé à l'étude, sous critère d'être une femme africaine en situation officielle d'immigration, demeurant à la région de Souss-Massa au moins d'un an, et avoir entre 18 et 65 ans.

La méthode qualitative est généralement utilisée pour décrire une situation, un événement, un groupe ou un processus, avec un mode d'interprétation, d'appréciation et d'analyse qui nous permet de parvenir à une compréhension plus approfondie de l'intégration socioéconomique des femmes africaines immigrantes, en mettant l'accent sur leurs perceptions, leurs expériences, leurs croyances, leurs émotions et leurs explications des événements et de la réalité qu'elles construisent à partir du sens qu'elles donnent aux situations (Mayer, 2000).

La recherche qualitative a été choisie pour cette étude car elle permet de décrire en profondeur les expériences et les perceptions des femmes immigrantes dans leur processus d'intégration socioéconomique. Cette approche met l'accent sur les significations et les interprétations que les individus donnent à leurs expériences, et considère leurs croyances, émotions et explications comme des réalités significatives.

La méthode qualitative utilisée dans cette étude a consisté en des entretiens semi-structurés individuelles avec les femmes immigrantes. Les données collectées ont été retranscrites et ont fait l'objet d'une analyse de contenu. Cette analyse a été menée en quatre étapes :

1. Lecture préliminaire : Les données ont été lues pour identifier les thèmes et les idées principales qui émergent des discours des femmes africaines immigrantes.
2. Identification des unités de sens : Les énoncés ont été identifiés et définis pour créer une liste de concepts et de thèmes qui seront utilisés pour l'analyse.
3. Catégorisation et classification : Les unités de sens ont été regroupées en catégories et classées pour identifier les modèles et les relations entre les différents thèmes.
4. Interprétation des résultats : Les résultats de l'analyse ont été interprétés pour comprendre les significations et les implications des expériences des femmes africaines immigrantes dans leur processus d'intégration socioéconomique.

Cette approche qualitative a permis de donner une voix aux femmes africaines immigrantes et de comprendre leurs expériences et leurs perceptions de manière plus approfondie. Les résultats de cette étude peuvent contribuer à une meilleure compréhension des défis et des opportunités que rencontrent les femmes immigrantes dans leur processus d'intégration socioéconomique.

a. Facteurs socioéconomiques : État des lieux

Connaître les statistiques précises des femmes africaines immigrantes dans la région de Souss-Massa est très important pour le suivi de leur situation et pour élaborer des politiques adaptées à leurs besoins et leurs aspirations. Or, cela n'est pas le cas, car ces données ne sont pas disponibles dans la région (Ohchr, 2022). L'enquête décennale du RGPH de 2014, publiée par le Haut-commissariat au Plan (HCP, Les résidents étrangers au Maroc, 2017), nous donne des chiffres généraux : La région de Souss-Massa compte à peu près 4882 résidents étrangers, en représentant un pourcentage de 5,8% du total des étrangers résidents au Maroc.

Ce vide nécessite l'intensification des efforts en vue de fournir des statistiques précises et actualisées sur cette catégorie de la population. Mais cette situation ne veut pas dire qu'il n'y a pas de travail sur terrain, en relation avec les droits des femmes immigrantes dans la région de Souss-Massa et leur intégration socioéconomique.

b. Apport institutionnel

D'après un entretien semi-directif réalisé avec Mme Khadija RAMZI, cheffe du service Migration et Développement de la région Souss-Massa, la région intervient dans ce dossier d'immigration par le biais de son service, Migration et Développement, qui a été créé en février 2020 grâce à une décision politique qui a permis à la région de Souss-Massa de s'investir davantage dans ce dossier qui figurerait parmi les axes du dernier programme de développement régional PDR, comme axe « migration et développement ». Cette intervention couvre deux principaux volets :

- Coordination, pilotage et suivi

Avant, le rôle de la région était limité au financement des activités culturelles, et travaillait dans le cadre des petits projets avec les associations (la création des bureaux d'accueil et d'orientation... des petites actions)

Après cela, l'immigration est devenue un défi et une opportunité nationale et internationale, le Maroc est passé d'un pays de transition à un pays d'installation. Avec la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile SNA, et avec les campagnes de régulation des situations des immigrants que SM le ROI Mohammed VI avait lancé, l'immigration est devenue un axe important du développement.

Pour toutes ces raisons, le service intervient justement dans l'intégration socioéconomique des immigrants dans le tissu de la région Souss-Massa. En gros, le rôle essentiel de ce service est la déclinaison des stratégies nationales au niveau de la région de Souss-Massa tout en prenant en considération les priorités de la région.

La région avait lancé une étude sur une stratégie régionale de l'immigration, qui prend en considération les stratégies nationales et au même temps la particularité et les besoins de la région et du territoire, dans le cadre d'un exercice de la régionalisation avancée.

D'où l'importance d'un mécanisme de gestion, qui est conçu comme un centre d'accueil et d'orientation régional qui va pouvoir gérer toutes les ONG internationales, les associations et les bailleurs de fonds multiples sur la région, qui sollicitent la région pour intégrer des programmes internationaux. Pour l'instant le service Migration et Développement, prend le relais en attendant l'instauration de ce centre d'accueil et d'orientation.

D'abord, le service a procédé stratégiquement pour intégrer la dimension de la migration dans les documents de planification, des communes, des partenaires internationaux, pour intégrer l'immigration dans les PAC (plans d'action communales), et aussi avec les conseils provinciaux concernés pour arriver au PDR de la région, avec une composante importante d'immigration et avec un budget de 20 Millions de Dirhams dédié à créer le centre qui va pouvoir gérer ce dossier de l'immigration dans la région.

Dans l'ensemble, la région coordonne, pilote et suit toutes les actions en relation avec l'immigration, en général, et l'intégration socioéconomique des femmes africaines immigrantes, en particulier. Ce travail se fait dans le cadre d'une convention cadre signée avec le ministère des affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger et la Wilaya d'Agadir. En ouvrant le débat avec les défenseurs des droits de l'Homme, les chercheurs académiques et tous les acteurs qui interviennent dans ce dossier. Le résultat de ces débats étant d'organiser trois journées d'études pour penser ensemble, en collaboration avec des acteurs spécialisés, comme le Comité régional des droits de l'Homme et les institutions officielles concernées, ainsi que la presse nationale et ce, pour promouvoir les apports de la région et socialiser la bonne image des immigrants avec la population.

Pour ce qui concerne l'emploi, le service travaille sur le problème de délivrance des attestations de travail, surtout pour les immigrants en situation irrégulière, une négociation au niveau national a été lancée pour trouver des issues. Concernant éducation, l'édition d'un guide d'opportunité immigration et concernant le côté civique et l'éducation.

- Le financement

Il y avait beaucoup d'actions sur l'intégration socioéconomique parmi lesquelles des actions prioritaires qui ont permis de négocier un guichet régional pour financer les activités sociales, un fond régional qui sera lancé d'un budget de 1 Million d'Euros pour les associations qui travaillent dans le domaine d'immigration. L'objectif est de financer 50 projets d'associations dans l'intégration socioéconomique. On a constaté de bons résultats sur les projets, surtout pour les immigrés en situation irrégulière, dont les institutions officielles ne peuvent pas travailler directement que par biais de la société civile.

Pour les femmes immigrantes, l'approche genre est présente dans tous les processus du travail, avec un service spécifique dédié à tout ce qui touche la femme immigrée en générale. L'idée principale est de financer des projets sociaux et solidaires en relation avec l'immigration, tout en prenant en considération l'approche genre. Jusque-là, on a financé près de 30 projets, surtout dans les provinces les plus concernées, comme Chtouka Ait Baha, où il y a une grande densité d'immigrés.

Le service a travaillé sur des projets : comme le « déploiement des politiques migratoires » avec un budget de 8 Millions d'Euros pour 3 régions, et « Indimaj 2 » financé par l'AFD d'un

budget de 9 Millions d'Euros pour 2 régions, qui travaillent sur plusieurs axes. L'approche genre occupe un axe particulier dans le projet, en plus d'autres axes, par exemple : l'accès à la santé en collaboration avec le ministère de la santé et la protection sociale. Il s'agit d'un projet national financé par INABEL, à qui on a présenté nos besoins dans la région concernant les immigrés en général et la femme immigrante en particulier.

Il reste à signaler que la région a mis à disposition du nouveau Plan de Développement Régional 2 Millions de Dirhams.

4. Résultats

Les caractères socioéconomiques des répondantes à cette étude sont classés en 4 catégories : Renseignements personnels, Conditions de séjour, Soins, couverture sanitaire et services sociaux, et Cohésion sociale.

- Les renseignements personnels :

L'échantillon de cette recherche est constitué de 12 femmes africaines immigrantes d'âge actif. Elles sont toutes installées dans la région de Souss-Massa, en particulier sur la zone du grand Agadir (HCP, Les résidents étrangers au Maroc, 2017), et cela depuis plusieurs années. Toutes les tranches d'âge sont représentées dans l'étude. En effet, une d'entre elles est âgée de 18 à 24 ans, 6 ont de 25 à 34 ans, 3 ont de 35 à 44 ans, 1 a de 45 à 54 ans, et 1 a de 55 à 65 ans. La moyenne d'âge est de 35,5 ans. Concernant l'état civil, 9 d'entre elles sont célibataires, 2 étant mariées et 1 est divorcée. Sur le plan scolaire, la majorité d'entre elles possèdent un diplôme de niveau postsecondaire, 7 détenant un diplôme d'études universitaires, 3 ayant un diplôme de formation professionnelle, 1 ayant un diplôme d'études secondaires, et 1 ayant un diplôme d'études collégiales. Pour ce qui concerne les enfants, seulement 2 participantes ont 4 enfants, la première, elle mariée avec 2 garçons scolarisés dans une école publique, et pour la deuxième, elle est mère célibataire avec un petit garçon et une fille scolarisée dans une école publique.

- Les conditions de séjour :

Toutes les répondantes sont des résidentes présentes sur la région de Souss-Massa d'au moins 5 ans et plus. Concernant leur niveau de vie, 16,67% d'entre elles sont des entrepreneuses, avec un revenu mensuel de plus de 5000 DH. 41,67% sont des salariées, pour la plupart dans le domaine associatif et humanitaire, avec des contrats CDD et un salaire mensuel entre 3000 et 4000 DH. 33,33% sont dans le travail indépendant, Cuisine ou coiffure à la maison et vente des produits... avec un revenu mensuel qui ne dépasse pas 3000 DH. Également 8,33% travaillent avec un revenu mensuel de moins de 3000 DH.

La tranche de revenu comprise entre 2000 et 3000 DH. Représentant 33,33% des femmes interviewées, celles-ci consacrent 30% du budget aux charges locatives, 15% aux dépenses de santé, 40% aux dépenses de consommations, et 15% à divers frais et moyens de loisirs. Ceci explique d'ailleurs le fait qu'elles n'arrivent pas à générer des économies de revenus.

58,34% des femmes interviewées, et qui représentent la tranche de revenu comprise entre 3000 et 5000 DH, consacrent 20% du budget aux charges locatives, 18% aux dépenses de santé, 25% aux dépenses de consommations, 27% à divers frais et moyens de loisirs, et 10% à l'épargne.

Pour ce qui concerne le logement et autres caractéristiques d'hébergement, 50% des femmes, parmi les interviewées logent dans des appartements loués en colocation, 41,67% logent aussi dans des appartements loués mais avec leurs familles, et 8,34% des femmes restantes sont dans un logement gratuit avec des familles marocaines.

- Soins, couverture sanitaire et services sociaux

Parmi les femmes répondantes à cette étude, 66,67% ont connu des problèmes de santé durant leur séjour dans la région de Souss-Massa. 58,34% d'entre elles ont été prises en charge dans les établissements de santé publics, parmi elles 16,67% grâce des associations et des amis. De plus, 83,34% des femmes interviewées n'ont pas de couverture sanitaire, et près de 75% n'ayant jamais bénéficié d'aides sociales spécifiques dans la région, sauf rarement dans le cadre d'interventions ponctuelles de la société civile. C'est pour ces raisons que 84% des femmes africaines interrogées estiment que leurs dépenses de santé ont nettement augmenté par rapport à celles dans leurs pays d'origines. Et pour cela, 33,34% d'entre elles ont renoncées à des soins médicaux à cause de raisons financières ici dans la région de Souss-Massa.

- Cohésion sociale

Généralement, la nature des fréquentations montre que plus 66,67% des femmes africaines immigrées dans la région de Souss-Massa, répondantes fréquentent bien leurs concitoyens que des marocains et autres étrangers, 25% fréquentent seulement d'autres nationalités, et seulement 8,34% qui restent discrètes et fréquentent seulement leurs concitoyens. En outre, il faut noter que 58,34% des femmes interviewées sont des participantes aux associations de la société civile.

Le chiffre le plus alarmant de cette étude relève que 100% des femmes interviewées ont déclaré qu'elles ont subi des actes de discriminations (insultes, agressions physiques et vol)

a. Facteurs qui favorisent l'intégration socioéconomique

D'après les femmes africaines étrangères interrogées, les facteurs qui contribuent le plus à faciliter leur intégration socioéconomique sur la région de Souss-Massa se représentent comme suite :

- La langue de communication

La totalité des femmes interviewées ont confirmé que le fait d'apprendre à communiquer avec les dialectes utilisés dans la région de Souss-Massa, Arabe et Tachelhit, constitue l'un des premiers moyens pour s'intégrer dans la société d'accueil.

« Pour moi ce qui a facilité mon intégration ici, c'était l'effort que j'ai faite pour apprendre à parler la Darija, je côtoyais beaucoup de gens ici, car je suis sociale, ce qui m'a permis de bien communiquer avec les habitants » (Dorcas)

« Pour s'intégrer il faut apprendre la langue » (Louise)

- Suivre une formation professionnelle

Ces femmes considèrent que cette démarche, de suivre une formation professionnelle et d'obtenir un diplôme, leur a permis de faire connaître leurs potentiels et leurs compétences pour s'intégrer dans le domaine du travail.

« *Franchement, j'ai réussi à m'intégrer en faisant des formations professionnelles de cuisine et de la pâtisserie, cela n'a pas vraiment été facile. Je n'ai pas trouvé*

du travail au début, raison pour laquelle je me suis penchée vers l'Association Migration et Développement pour mon projet » (Julienne)

- L'orientation professionnelle

L'insertion professionnelle représente un grand défi pour une grande partie des femmes immigrantes sur la région de Souss-Massa. Cela, pour celles qui sont venues avec leurs diplômes en poche (problème de validation), et pour celles qui ont réussi à finir leurs études ici au Maroc.

« Pour que les femmes puissent s'intégrer il va falloir bien les orienter et les conseiller sur leur secteur d'activité comme ça elles sauront comment augmenter leur source de revenus » (Mane)

- S'entourer d'amis

En général, Avoir un réseau social, constitue, autant d'amis de la région et culture d'accueil que d'amis de pays d'origine et des cultures africaines en général, donne une grande impulsion à faciliter l'intégration, selon les réponses des femmes interrogées.

« S'entourer de mes amis m'a vraiment aidé à se sentir dans mon deuxième pays. En Afrique nous partageons plusieurs valeurs et cultures, ce qui nous aide beaucoup à se sentir bien entre nous. Côté de nouveaux amis de diverses cultures, et se sentir en groupe, surtout ceux qui sont venu ici avant moi, m'a vraiment aidé à m'intégrer. Ils me suggèrent quoi faire et ne pas faire et m'orientent vers les bons choix... C'est très important pour moi » (Gloria)

- Vivre en couple avec une situation économique stable

Le fait d'être mariées et d'avoir leurs conjoints à leurs côtés rassure et aide beaucoup à s'intégrer, selon les 4 femmes mariées du groupe interviewées. Surtout quand le mari à un emploi et que sa situation économique est stable. En plus, leurs femmes bénéficient d'un réseau déjà existant.

« Avoir mon mari à mes côtés m'a bien aidé à m'intégrer. Il vivait déjà à Agadir avant que j'arrive et il connaît la région, la culture locale, les gens... et il a travail ici, et sa situation économique est bien satisfaisante. Cela me donne une confiance en l'avenir et une tranquillité d'esprit pour vivre ma vie pleinement ici... » (Louise)

- Le facteur religieux

Selon la majorité des femmes interrogées, le fait d'aller à l'église, pour les chrétiennes, et à la mosquée, pour les musulmanes, les a bien aidés à faire des connaissances et des amis dans leur communauté religieuse. Ce qui a joué un grand rôle dans leur intégration, surtout spirituellement.

« Comme je suis une musulmane pratiquante, j'allais chaque jour à la mosquée du coin pour faire la prière. J'y ai rencontrée plusieurs femmes qui m'ont bien accueilli et m'invitent plusieurs fois pour boire du thé chez elles. Je me sens vraiment chez moi ici... » (Awa).

b. Facteurs qui entravent l'intégration socioéconomique

Pour ce qui concerne les facteurs qui ne facilitent pas l'intégration des femmes africaines immigrantes dans la région de Souss-Massa, les réponses des femmes interviewées ont désigné cela :

▪ **Absence de structure d'accompagnement et d'encadrement**

La majorité des femmes répondantes ont exprimé leur mécontentement des choix professionnels limités, sur le marché du travail, qui ne correspondent pas à leur niveau de formation ou d'expertise. Ce qui les pousse à travailler dans des domaines loin de leur formation.

« Pour moi, ce qui est le plus difficile c'est de trouver un travail dans mon domaine. Le manque d'orientation professionnelle et des centres de médiation entre les femmes africaines immigrantes et le marché du travail, ne favorisent pas leur intégration dans la région. Par exemple moi, j'ai un diplôme en « Santé psychologie » mais je travaille dans une association humanitaire, comme emploi non permanent... » (Chancia)

▪ **Problème de permis de travail**

La loi relative au code du travail marocain (N° 65.99, Article 516), impose, d'un côté, aux employeurs désireux de recruter de la main d'œuvre ou des salariés étrangers, et d'un autre, aux salariés étrangers, d'obtenir une autorisation de l'autorité gouvernementale chargé du travail (La Wilaya – préfecture de police), ce document est accordé sous forme de visa apposé sur le contrat de travail d'un étranger.

Les répondantes ont déploré la lenteur des démarches administratives et la complexité de paperasse demandée.

« Il est difficile d'avoir un contrat de travail du ministère, moi comme entrepreneuse dans la confection de vêtements et salon de coiffure africaine, j'ai besoin d'une main d'œuvre expérimentée dans le domaine, ici c'est difficile d'en trouver, et je suis obligée de la faire venir de l'Afrique... » (Fenozaracharmila)

« Les démarche pour obtenir un permis de travail sont longues et complexes... » (Mane)

▪ **Le racisme et les violences**

Les femmes africaines interviewées ont déclaré qu'elles sont confrontées au quotidien à des violences, parfois invisibles, et de tout genre. À titre d'exemple, à des barrières multiformes, celles de la langue, de l'isolement, de leur méconnaissance des systèmes de santé locaux, et aussi aux barrières institutionnelles et administratives qui les mettent dans l'incapacité de dénoncer ces violences dont elles sont victimes aux autorités.

« Parfois dans la rue et dans le bus, il y a des personnes qui se moquent et insultent. Ils t'agressent par des mots comme « azzia » ou « hertania » ou « amerto lblad » ... dans la plupart des cas j'agis par l'indifférence, mais ce n'est vraiment pas facile à vivre ça au quotidien... » (Evelyne)

« Je vais être vraie et j'espère que vous allez me comprendre, il n'est pas facile l'intégration ici à Agadir, parce que la plupart des marocains n'acceptent pas les noirs subsahariens... du coup cela devient vraiment impossible... » (Julienne)

« J'ai subi d'agression verbale sur la race... je n'ai pas porté plainte, ça s'est réglé amicalement... » (Fenozaracharmila)

▪ La discrimination au logement

Les répondantes ont déclaré leur mécontentement de la réaction de certains propriétaires qui refusent de louer leur appartement à des subsahariens en général, et à des femmes africaines, en particulier, surtout quand elles sont célibataires.

« Trouver un logement adéquat, pour une femme africaine immigrante à Agadir, est souvent l'un des plus grands obstacles pour s'intégrer dans la région. Malheureusement ce n'est pas toujours facile de trouver quelqu'un qui fait confiance aux étrangers pour louer leur appartement. Et même si on trouve, on nous impose des prix de loyer un peu cher, ce qui nous oblige à chercher des colocataires pour partager le loyer... » (Dorcias)

5. Discussion

La présente recherche vise à analyser les facteurs qui favorisent ou qui entravent l'intégration socioéconomique des femmes africaines immigrantes en région de Souss-Massa. L'intégration socioéconomique est définie ici comme « la possibilité qu'a la femme en contexte d'immigration de se développer individuellement, socialement et financièrement à travers ses interactions avec son milieu, à l'intérieur de réseaux sociaux dont font partie le milieu familial et le milieu social (Chicha, 2008) ». L'étude nous a permis de constater que les principaux facteurs qui semblent faciliter l'intégration de ces femmes se situent au niveau de l'onto-système et du microsystème, en relation avec le modèle interculturel systémique proposé par Cohen-Emerique (Cohen, 2007). L'intervention interculturelle sera définie ici comme « une interaction entre deux identités qui donnent mutuellement un sens dans un contexte à définir chaque fois (Abdellah-Pretceille, 2017) ».

Ainsi, nous avons observé que chez de nombreuses répondantes à l'étude, l'onto-système, qui désigne le système personnel des femmes africaines immigrées, et le microsystème, qui désigne leurs réseaux primaires et qui se compose de la famille, des amis, des collègues et de leurs connaissances en général, ont joué un grand rôle dans leur intégration socioéconomique dans la région de Souss-Massa. Leur investissement dans l'apprentissage des dialectes locaux, la création d'un réseau d'amis marocains, de pays d'origine ainsi que d'autres, le soutien procuré par le fait d'avoir des membres de la famille dans la région et le fait d'accéder aux réseaux de leurs partenaires bien intégrés sur le marché du travail et connaissant bien la région..., tous ces facteurs ont bien contribué à faciliter l'intégration de ces femmes africaines immigrantes dans la région.

Dans un autre sens, lorsque l'état de l'onto-système et du microsystème était plus fragile avec moins de facteurs de protection, les contraintes de l'intégration socioéconomique deviennent plus importantes. À titre d'exemple, la non maîtrise des dialectes locaux, comme étant le facteur clé de l'intégration, selon les répondantes, place ces femmes dans l'incapacité à communiquer et d'interagir avec leur entourage, et cela a d'autant plus de conséquences et les plonge souvent, d'un côté, dans un profond sentiment de solitude (Giroux, 2011), et de l'autre côté, les rend vulnérables à la discrimination.

En ce qui concerne l'exo-système, qui se compose des réseaux secondaires « constitués de l'ensemble des personnes réunies autour d'une même fonction dans un cadre institutionnalisé

(Lacroix, 1990) », comme les collègues du travail, des organisations des services sociaux, des études..., les données collectées indiquent que la majorité des femmes participantes à l'étude ont mentionné avoir eu beaucoup de problèmes pour créer des liens de communication avec leurs voisins, leurs collègues de travail, d'études et aussi, parfois, avec les personnels des services sociaux et administratifs.

Dans ce contexte, il est important de souligner que le rôle de "suivi" joué par le service Immigration et Développement de la région de Souss-Massa est une étape cruciale dans la mise en œuvre des politiques publiques liées à l'immigration. D'une part, ce rôle est guidé par la déclinaison des stratégies nationales en matière d'immigration, ce qui assure une cohérence avec les objectifs nationaux. D'autre part, il est limité au financement et à la mise en œuvre de projets dans lesquels la région est partenaire, ce qui restreint son champ d'action.

Par conséquent, l'intervention socioéconomique ciblant les femmes africaines immigrantes est principalement confiée à la société civile qui travaille dans le domaine de l'immigration de manière plus large. Cela signifie que les organisations de la société civile jouent un rôle clé dans la fourniture de services et de soutien aux femmes africaines immigrantes en complément des efforts de la région. Il est donc essentiel de renforcer la collaboration entre la région et la société civile pour garantir une réponse coordonnée et efficace aux besoins de ces femmes.

De cela, le rôle de suivi du service Immigration et Développement de la région de Souss-Massa est important, mais il est limité dans son champ d'action. La société civile joue donc un rôle crucial dans la fourniture de services et de soutien aux femmes africaines immigrantes, et il est essentiel de renforcer la collaboration entre la région et la société civile pour garantir une réponse coordonnée et efficace à leurs besoins.

En ce qui a trait au macro-système, qui regroupe différents facteurs sociaux tels que les attitudes culturelles, les normes et les valeurs qui ont cours dans la société d'accueil, les chartes et les croyances religieuses (Cohen, 2007), nous pouvons confirmer que l'absence de structures d'accompagnement et d'orientation ont fait perdre aux femmes africaines immigrantes interviewées plusieurs chances d'intégrer les emplois qui correspondent à leurs formations et leurs compétences, ce qui les a rendu vulnérables à l'exploitation sur le marché de l'emploi.

6. Conclusion

Les résultats de cette étude ont démontré que les facteurs qui ont favorisé l'intégration socioéconomique des femmes africaines immigrantes interviewées dans la région de Souss-Massa se rapportent, au premier plan, à l'apprentissage des dialectes locaux, comme étant la clé de voûte qui a facilité la réalisation de tous les autres facteurs, et qui sont : la formation professionnelle, l'orientation professionnelle, le réseau social (amis), la vie en couple et le facteur de la religion. Aussi, en ce qui rapporte avec les principaux obstacles de cette intégration socioéconomique, les répondantes montrent qu'ils sont liés directement aux barrières linguistiques, puis, le manque d'accompagnement et orientation professionnelle adaptée à leurs formations et compétences, le problème du permis de travail, le racisme et la violence et discrimination au logement.

Il faut noter que les résultats obtenus auprès des femmes interviewées ont démontré que la mise en œuvre des politiques d'intégration socioéconomique dans la région de Souss Massa se fait, dans sa majorité, par la société civile, dans le cadre d'une politique intégrée, vu que

les actions institutionnelles, en l'occurrence, par le service Migration et développement de la région Souss-Massa, se limitent à la coordination, au pilotage et au suivi.

La région, comme étant un service public, intervient discrètement dans ce dossier d'immigration. L'efficacité de ses politiques migratoires est limitée à une action de « surveillance » des financements, et parfois de gestion des projets de promotion de l'intégration socioéconomique des immigrantes, de la création du centre d'accueil et d'orientation régional ainsi que de lancement d'un fond régional pour financer les projets d'associations dans le domaine de l'immigration.

Il semble pertinent et primordial d'offrir aux nouvelles arrivantes dans la région de Souss-Massa un programme d'apprentissage linguistique de base sur les dialectes et les attitudes culturelles locaux. Il est nécessaire de sensibiliser tous les acteurs locaux qui interviennent dans le suivi de femmes africaines immigrantes afin qu'ils puissent leur offrir ce qui est nécessaire à leur adaptation et intégration dans la région. De plus, de mieux préparer les nouvelles arrivantes à mieux comprendre la réalité à laquelle elles peuvent faire face.

Il est important aussi de noter que cette étude présente certaines limites qui doivent être prises en compte. Tout d'abord, il s'agit d'une recherche exploratoire qui repose sur un échantillon non probabiliste et non représentatif, ce qui signifie que les résultats obtenus ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la population des femmes immigrantes. De plus, la taille de l'échantillon est limitée, ce qui peut affecter la représentativité des données recueillies.

Bien que les entretiens aient permis de collecter une grande quantité de données sur l'intégration socioéconomique des femmes africaines immigrantes dans la région de Souss-Massa, les résultats de cette étude sont spécifiques au contexte local et ne peuvent pas être extrapolés à d'autres villes ou régions. Cependant, cette étude peut servir de base pour des recherches futures sur le même sujet, et ceci dans d'autres contextes, et par cette occasion contribuer ainsi à une meilleure compréhension de l'intégration socioéconomique des femmes immigrantes au Maroc et ailleurs.

En résumé, les limites de cette étude sont liées à la méthodologie utilisée, à la taille de l'échantillon et à la spécificité du contexte local. Il est donc important de considérer ces limites lors de l'interprétation des résultats et de les prendre en compte dans les futures recherches sur le sujet.

Utilisation de l'IA générative

Les auteurs déclarent que l'IA générative n'a pas été utilisée pour rédiger ce document.

Source de financement

Cette recherche a été autofinancée.

Conflits d'intérêts

Les auteurs déclarent qu'ils n'ont aucun conflit d'intérêts.

7. Références

- Mayer, R. e. (2000). Méthodes de recherche en intervention sociale. *Gaetan Morin*, 75.
- Ohchr. (2022). *La réaalité des droits des immigrées dans la région de Souss Massa*. New York: Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme.
- HCP. (2017). *Les résidents étrangers au Maroc*. Haut-Commissariat du Plan.
- Chicha, M.-T. E. (2008). *L'intégration des immigrés sur le marché du travail à Montréal - Politique et e,jeux* (Vol. 14). Montréal: IRPP.
- Cohen, E. (2007). "L'approche interculturelle dans le travail auprès des migrants". Dans P. R. M. Santerini, *Formazione interculturale: teoria, e pratica*. Milano: Unicopli.
- Abdellah-Preteceille, M. (2017). *L'éducation interculturelle*. Paris: Presse Universitaire de France.
- Giroux, I. (2011). Le parcours d'insertion professionnelle des femmes immigrantes qualifiées à Québec - Leurs perceptions de leur réalité. *Ediscope*, 1, 53.
- Lacroix, J.-L. (1990). *L'individu, sa famille et son réseau*. Paris: ESF.
- Castro, C. P. (2019). "Être femme et immigrante: l'intégration socioéconomique des femmes en région nordique au Québec". *Service social*, 65(1), 54-69.
- Chicha et Deraedt. (2009). "Genre, migration et déqualification: des trajectoires contrastées. Étude de cas de travailleuses migrantes à Genève". *Cahiers des migrations internationales*, (97), 1-82.
- Grenier et Xue. (2011). "Canadian immigrants' access to first job in their intended occupation". *Journal of International Migration and Integration*, 12(3), 275-303.
- Zhu et Helly. (2013). "L'inégalité, la pauvreté et l'intégration économique des immigrés au Canada". *Canadian Ethnic Studies*, 45(1), 69-93.
- George et Chaze. (2009). "Tell me what I need to know": South Asian women, social capital and settlement. *Journal of International Migration and Integration*, 10(3), 265-282.
- Bergeron et Potter. (2006). Family members and relatives: An important resource for newcomers' settlement? *Canadian Issues*, 76-80.
- Cardu et Sanschagrín. (2002). "Les femmes et la migration: les représentations identitaires et les stratégies devant les obstacles à l'insertion socioprofessionnelle à Québec". *Recherches féministes*, 15(2), 87-122.
- Pierre, M. (2005). "Les facteurs d'exclusion faisant obstacle à l'intégration socioéconomique de certains groupes de femmes immigrées au Québec: un état des lieux". *Nouvelles pratiques sociales*, 17(2), 75-94.
- Gontero, S. (2006). Participation des femmes au marché du travail canadien. Estimation des fonctions d'offre de travail selon le statut de l'immigrant. *Mémoire de maîtrise en Sciences économiques*. Montréal: Université de Montréal.
- Gratton, D. (2009). *"L'intégration pour tous. Une initiation à la communication pour le troisième millinaire"*. Montréal: Éditions Saint-Martin.

- Rojas-Viger, C. (2006). "Femmes professionnelles latino-américaines à Montréal: conditions d'insertion dans le milieu universitaire et au marché du travail". *Les Cahiers du Gres*, 6(1), 25-43.
- Fontaine, L. (2010). "Repérage de quelques obstacles linguistiques et culturels des soins de santé pour les immigrants francophones de la Nouvelle-Écosse". *Port Acadie: Revue interdisciplinaire en études acadiennes/Port Acadie: An Interdisciplinary Review in Acadian Studies*, 103-115.
- Bélanger Sabourin et Lachapelle. (2011). "Une analyse des déterminants de la mobilité linguistique intergénérationnelle des immigrants allophones au Québec. *Cahiers québécois de démographie*, 40(1), 113-138.
- Phaneuf, M. (2013). "*L'approche interculturelle, une nécessité actuelle. 1re partie: Regard sur la situation des immigrants au Québec et sur leurs difficultés*". Récupéré sur <https://fr.scribd.com/document/76512693/Approche-Interculturelle-Une-Necessite-Actuelle-Regard-Sur-La-Situation-Des-Immigrants-1repartie>
- Cadu, H. (2007). "Career nomadism and the building of professional identity in female immigrants". *Journal of International Migration and Integration*, 8(4), 429-439.
- Couton et Gaudet. (2008). "Rethinking social participation: The case of immigrants in Canada". *Journal of International Migration and Integration*, 9(1), 21-44.
- Mulatris, P. (2010). "Disqualification professionnelle et expériences temporelles: enquête auprès des immigrants francophones africains installés en Alberta". *British Journal of Canadian Studies*, 23(1), 73-86.
- Bilge et Roy. (2010). "La discrimination intersectionnelle: la naissance et le développement d'un concept et les paradoxes de sa mise en application en droit antidiscriminatoire". *La Revue Canadienne Droit et Société*, 25(1), 51-74.
- Boulet, M. (2012). "Le degré de déqualification professionnelle et son effet sur les revenus d'emploi des femmes immigrantes membres d'une minorité visible du Québec". *Canadian Journal of Women and the Law*, 24(1), 53-81.
- Bahi et Piquemal. (2013). "Dépossession socio-économique, linguistique et résilience: horizons de mobilité sociale chez les élèves immigrants, réfugiés au Manitoba". *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 25(1-2), 109-128.
- Gauthier, C.-A. (2016). "Obstacles to socioeconomic integration of highly-skilled immigrant women: Lessons from Quebec interculturalism and implications for diversity management". *Equality, Diversity and Inclusion: An International Journal*, 35(1), 17-30.
- Okraïnec Booth Hollands et Bell. (2017). "Language barriers among the foreign-born in Canada: Agreement of self-reported measures and persistence over time". *Journal of Immigrant and Minority Health*, 19(1), 50-56.
- Naama, M. (2017). "Sub-saharian irregular migrants in morocco and the exeptional regularisation programme in 2014. *Thesis*. Helsinki: Diaconia University of Applied Sciences, Helsinki Unit. Degree Programme in Social Services Option in Community Development Bachelor of Social Services (UAS).

- Ben Attou et Ellahbya. (2019). "Le Maroc migratoire: du transit à l'accueil, que recouvrent les mots? Cas du territoire d'Agadir". *Revue Espace Géographique et Société Marocaine*, N° 28/29, 301-326.
- Houle, & P. (2003). "Les obstacles à l'intégration au marché du travail des femmes monoparentales à faible revenu". *Reflets: Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire*, 9(2), 34-57.
- Moulin, A.-M. (2014). *"une approche médicosociale pour les femmes migrantes au Maroc"*. Maroc: Union Européenne.
- Elmadmad, K. (2011). *"Femmes, Migrations et Droits au Maroc"*. Robert Schuman Centre for Advanced studies . San Domingo di Fiesole (FI): Institut universitaire européen .
- Thea et Lavinia. (2020). "Migration: points de vue des femmes migrantes-Projet communautaire participatif avec l'utilisation de la méthode Photovoice". *Mémoire de Master*. Faculté des sciences sociales et politiques, Université de Lausanne.
- HCP. (s.d.). *"Présentation de la région de Souss Massa"*. Récupéré sur www.hcp.ma: https://www.hcp.ma/region-agadir/Presentation-de-la-region-de-Souss-Massa_a16.html
- Boilard et Leanza. (2011). "Pour une approche interculturelle en travail social. Théorie et pratique". *Revue Internationale de la Recherche Interculturelle (Alterstice)*, 101-106.